



HaitiEfficace

*Groupe
Education
Economique
Financière*



Analyse du projet de Loi de Finances 2018-2019

Présentateur : Etzer EMILE

19 Décembre 2018

Marriott, Turgeau

contact@haitiefficace.com

www.haitiefficace.com

Brève présentation de Haïti Efficace et du Groupe d'Education Economique et Financière (GEEF)

- **Haïti Efficace :**

Firme de Consultation créée en 2014, société en nom collectif avec des expertises et expériences dans en Economie, Gestion, Finance, Commerce et Marketing.

- **Groupe d'Education Economique et Financière (GEEF)**

Structure à but non lucratif, de type associatif, créée en 2018 pour promouvoir l'éducation économique et financière au niveau de la société à travers des conférence, émissions, articles, ateliers, capsules vidéo, etc...)

Lettre de cadrage du PM

- L'organisation des élections d'octobre 2019 ;
- La poursuite des travaux d'infrastructures susceptibles de créer des emplois directs ou indirects de courte et/ou de longue durée ;
- La redéfinition de nouveaux cadres réglementaires favorisant l'émergence et l'épanouissement de jeunes entreprises, notamment par l'accès plus flexible aux contrats publics susceptibles de générer des effets multiplicateurs d'emploi et de revenu ;
- Des transferts de fonds aux plus vulnérables à travers des programmes sociaux ciblant notamment les jeunes et les femmes tant au niveau urbain que rural ;
- L'amélioration de la résilience aux catastrophes naturelles au niveau des organes de collectivités territoriales ;
- Un appui aux institutions de contrôle a priori et a posteriori en vue de prévenir et de combattre les actes de corruption, de contrebande et de crimes financiers ;
- Le renforcement des entités de l'appareil judiciaire et de l'institution policière pour réprimer le grand banditisme et prévenir les crimes financiers.

CONSTATS MAJEURS

1. Un budget qui modifie des taxes

Des modifications ont été enregistrées (tranches et taux)

- L'impôt sur le revenu individuel qui a été modifié (revenu disponible déjà rongé par la dépréciation a été taxé plus fortement pour la majorité des personnes)

A. Personnes physiques			
Pour la fraction du revenu allant de:			
1,00 Gde	à	150.000,00 Gdes	0%
150.001,00 Gdes	à	250.000,00 Gdes	15%
250.001,00 Gdes	à	450.000,00 Gdes	20%
450.001,00 Gdes	à	750.000,00 Gdes	25%
A partir de 750.001,00 Gdes			30%

- Re-confirmer de l'exonération sur les énergies renouvelables
- Franchise : Droits de douanes pour les ONG sont passés de 0% à 50%?
Quid du reste?

Article 29 Les bordereaux émis par l'Administration Générale des Douanes (AGD) au titre des importations effectuées par les Organisations Non-Gouvernementales (ONG) et assimilées ainsi que les fondations doivent être acquittés à hauteur de 50% du montant liquidé. Cependant les ONG continueront à bénéficier des exonérations fiscales et douanières pour les importations de produits alimentaires, les produits pharmaceutiques, les matériels et équipements médicaux, scolaires et agricoles.

Qui n'a pas respecté le cycle et les délais

- 14 mois le cycle budgétaire
- Au plus tard le 30 juin, voté au plus tard le 30 Septembre

Qui n'est ni crédible ni sincère

- Les prévisions de recettes trop optimistes

Ex. Au niveau des recettes, le projet de budget 2018-2019 propose une collecte ambitieuse des organismes de perception avec un taux d'accroissement de 44% par rapport à l'encaissement effectif de 2017-2018.

Ex. Les recettes douanières de 20,4 milliards à 35,5 milliards soit 74%

Ex. Les recettes des entreprises publiques de 3 milliards de Gourdes sont hypothétiques.

- Les prévisions de financement interne ont presque doublé passant de 16 milliards à 29 milliards
- Les dons de 29 milliards ne sont pas atteignables vu les faibles promesses
- Les prévisions de dépenses sont hypothétiques vu que les rentrées sont incertaines
- Les prévisions de croissance sont hypothétiques (2.8%) vu la performance des 4 dernières années.

Qui n'est pas transparent

- Budget d'investissement ?
- Recettes des entreprises publiques
- « Autres interventions publiques » qui n'est pas ventilé
- Ventes de services des ministères (MAE, MCI, MENFP)?

Appauvrissement

- Les gens qui gagnent à partir de 28,350 Gdes par mois ont vu leur revenu disponible avec une augmentation de la taxation sur l'impôt sur le revenu.

A. Personnes physiques

Pour la fraction du revenu allant de:

1,00 Gde	à	150.000,00 Gdes	0%
150.001,00 Gdes	à	250.000,00 Gdes	15%
250.001,00 Gdes	à	450.000,00 Gdes	20%
450.001,00 Gdes	à	750.000,00 Gdes	25%
A partir de 750.001,00 Gdes			30%

Au service de la croissance et de l'emploi?

- Pas de programme de stages dans le secteur public pour les jeunes
- Pas d'infrastructures sollicitant une forte main-d'œuvre (par exemple, les rénovations de bâtiments, l'adoquinage des rues...) pour booster la création d'emplois
- Choix de projets sous l'influence des parlementaires, qui ne sont pas nécessairement opportuns et le plus souvent non accompagné de l'étude de pré faisabilité.

Budget déficitaire

- Les prévisions de revenus trop optimistes, non atteignables confirment un budget déficitaire au départ. Le déficit budgétaire risque de toucher les 30 milliards de Gourdes.

Qui n'est ni citoyen ni Participatif

- Le citoyen n'a pas été au centre du montage et n'a pas participé au processus de l'élaboration du budget.

Qui n'est pas innovant

- On reprend les mêmes ossatures
- Les mêmes reflexes
- La rupture n'est pas de mise
- L'Etat de service, générateur de croissance et de richesse n'est toujours au rendez-vous
- Budget attaché au PSDH?

Qui n'est pas conforme aux procédures

- Comme le veut la loi, :
- L'introduction de la pluri annualité dans la gestion budgétaire à travers?
- L'élaboration de nouveaux documents accompagnant la loi de finances : le Document de Programmation Budgétaire et Économique Pluriannuelle et le Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses?
- Deposer au Parlement sans la loi des reglements de l'annee n-2

Budget de dépenses

- Budget-programme? L'annexe qui devrait contenir les programmes n'est pas encore publié.
- L'outil actuel que constitue le « budget-programme » est conçu avec des impératifs relevant autant d'un souci de contrôle que d'une volonté d'efficacité.

Inefficacité - Performance au niveau des Services

- Outil comptable versus outil de gestion axé sur les résultats, de performance économique.

Un budget qui ne renforce pas suffisamment les institutions de lutte contre la corruption

- Baisse du budget de la CSC/CA : Passant de 1,6 milliard à 1,3 milliard (baisse de 23%)
- Certes, une augmentation pour UCREF, de 65 à 74 millions de Gdes mais reste très marginal
- ULCC : 184 millions à 244 millions soit 32%

Autres faits à signaler:

- Réduction du budget du parlement (5,9 milliards contre 7,19 milliards l'année dernière)
- Le service de la dette a augmenté de manière substantielle (50%) pour atteindre les 21,5 milliards de gourdes, soit 12% de l'enveloppe totale.
- Salaire et traitement augmenté de 14% (41,9 milliards à 49,8 milliards), qui tient compte de 3,7 milliards relatifs à l'ajustement du salaire minimum.
- Les droits pour le passeports, matricules et contraventions sont restés inchangés donc ont gardé leur niveau de l'année dernière.

- Les activités électorales sont prévues à 3 milliards de gourdes au niveau des interventions publiques.
- Réduction des dépenses au personnel consulaire et diplomatique à l'extérieur de 1 milliard de gourdes.
- Baisse au niveau du budget de fonctionnement de la Présidence de 160 millions de gourdes.
- Baisse au niveau du budget de fonctionnement de la Primature de 241 millions de gourdes.
- Baisse au niveau du budget de fonctionnement du Ministère de l'Intérieur de 308 millions de gourdes.
- Augmentation de la PNH de 750 millions de gourdes.
- Réduction de près de 4 milliard de Gourdes du budget de MENFP (du notamment au retrait de plusieurs bailleurs dans ce secteur). Peut-on parler quand même de budget social? 41% du budget affaires sociales, 2,32 milliards a 3,28%
- Augmentation de Santé Publique. Le budget a plus que doublé pour passer 5,6 a 12,13 milliards

Mesure liée au train de vie de l'Etat

- Limitation des frais de soutien par carte de débit à 50% du salaire brut.
- Carte de recharge et abonnement téléphoniques sont d'utilisation exclusive.
- Responsabilité pécuniaire et personnelle de tous les ordonnateurs sollicitant un Ministre des Finances des Mains-levées.
- Le per diem est nul à partir de l'onzième jour de voyage.
- Limitation maximale des délégations à l'étranger à 5 personnes.
- Réduction des véhicules de l'Etat par la vente directe aux utilisateurs actuels et donc des charges d'entretien de ces véhicules.
- Permettre à des fonctionnaires de faire l'acquisition du véhicule à un prix incitatif.